



Pétition intersyndicale contre le consortium INRA/CIRAD

Pour conduire la réflexion sur le rapprochement entre l'INRA et le CIRAD, une information et une consultation des personnels devaient être organisées en interne, conformément à la lettre de mission reçue par la Présidente de l'INRA en juin 2006. Or, le 15 décembre dernier, lors du Conseil d'Administration de l'INRA, la Direction Générale a présenté un projet de restructuration où sont apparus les termes de "consortium" et de "holding" d'une toute autre nature qu'une coordination scientifique renforcée entre nos deux Instituts. La science, certes, est mise en avant par nos directions, mais comment croire que seule une nouvelle structure juridico-administrative (GIP ou fondation de droit privé), organisant tout ou partie de nos deux organismes, soit indispensable à cette coordination ? **Tous les programmes scientifiques communs évoqués sont d'ores et déjà, soit en cours de réalisation, soit réalisables dans les structures actuelles de l'INRA** qui est un EPST et du CIRAD qui est un EPIC...

Dans la situation actuelle, où la précarité tend à devenir la règle, comment imaginer que la mise en place d'une telle structure serait sans impact sur les statuts des personnels tant à l'INRA (titulaires) qu'au CIRAD (convention collective) ?

Comment ne pas penser que le rapprochement organisationnel d'un établissement à caractère

industriel et commercial (EPIC : le CIRAD), qui a des obligations de résultats auxquelles sont liées les embauches et d'un établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST : l'INRA) ne ferait pas partie d'un vaste plan de recomposition de la recherche publique dont personne ne peut prédire l'issue, le pire n'étant pas exclu ?

Ne s'agit-il pas de tout autre chose ? Pourquoi, en effet, une telle précipitation pour entériner le consortium à l'ordre du jour du CTP du 9 février et d'un CA extraordinaire le 20 février à l'INRA et le 23 au CIRAD ? **Comment ne pas voir dans cette course vers la mise en place du consortium une volonté de passer en force** avant les échéances électorales prochaines et de rendre la situation irréversible ?

Pour exprimer leur inquiétude et demander des explications, la plupart des syndicats (et notamment Cfdt, CGT, CFTC et SUD) représentés aux Conseils d'Administration de l'INRA et du CIRAD ont obtenu une réunion d'urgence au ministère de la recherche le 15 février prochain.

La Présidente de l'INRA dans son courrier du 26 janvier n'apporte de réponses précises ni à nos questions, ni à notre demande d'un large débat qui est incompatible avec le calendrier tendu qu'elle maintient.

Nous, soussignés, demandons l'abandon de ce consortium. Nous voulons que la direction de l'INRA lance une large consultation des personnels et en tienne compte (conseils d'unité, de centre et de département...).

C'EST L'AVENIR DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE PUBLIQUE ET DE SES PERSONNELS DONT IL EST QUESTION.

Prénom	Nom	Centre INRA de rattachement

La pétition sera adressée à la DG et portée au ministère de la recherche le 15 février, lors d'une réunion d'urgence obtenue à la demande de la plupart des syndicats de l'INRA et du CIRAD.

Centralisation des signatures : cgtinra@versailles.inra.fr - cfdtinra@versailles.inra.fr - cftcinra@versailles.inra.fr - contactinra@sud-recherche.org ou fax : 01.39.02.14.50